

L'extrême droite européenne profite du déclin du PPE et des socialistes

Rien n'est joué pour les élections européennes du 26 mai, les deux inconnues étant la taille réelle du futur groupe libéral où irait Emmanuel Macron et la capacité de l'extrême droite à s'unir.

VINCENT GEORIS

Brexit, crise migratoire, résurgence des nationalismes, usure des partis traditionnels... En cinq ans, l'Europe politique a changé de visage. Le 26 mai prochain, le plus grand parlement du monde s'apprête à vivre des bouleversements.

Cent jours avant les élections, une compilation de sondages réalisés dans les 27 États de l'UE post-Brexit, confirment l'affaissement de la majorité composée des socialistes (S&D) et du parti populaire européen (PPE, démocrates-chrétiens).

Rien n'est joué, insiste l'auteur de cette compilation, Kantar TNS. Il s'agit juste d'une photographie des tendances actuelles appliquée au Parlement après Brexit (705 élus contre 750 avant).

L'hémorragie est forte pour le S&D, qui ne compterait plus que 132 députés, contre 186 lors de la précédente législature. Les socialistes paient le prix d'une lente érosion de plusieurs années au pouvoir.

Le PPE reste la première famille politique de l'UE, mais il perd 34 députés pour en compter 183. Le parti souffre de son grand écart entre les eurosceptiques de droite radicale, comme Viktor Orban, et des partis centristes, comme le cdH.

Son avidité à truster la présidence des trois grandes institutions, Commission, Conseil et Parlement, contribue à user son image. Il endosse aussi

l'impasse du Brexit et l'incapacité à gérer la crise migratoire sinon en la sous-traitant à la Turquie et la Libye, ce qui provoque la défection des centristes.

Le duopole S&D et PPE détiendrait 50% des voix, contre 55% en 2014. Il leur serait impossible de diriger l'UE sans une troisième force politique.

L'inconnue libérale

Les libéraux (ADLE), avec 75 sièges contre 68 avant, dirigés par l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, ont convaincu lors de cette législature. Ils ont les cartes en main pour devenir le troisième ou le deuxième pilier de la prochaine majorité. Le nom «ADLE» devrait disparaître avec l'arrivée de La République en Marche, le parti d'Emmanuel Macron. Le score final de cette «nouvelle» famille politique est une inconnue, le président français n'ayant pas encore dévoilé ses batteries et le nom des candidats recrutés dans d'autres partis.

L'ECR, les conservateurs et réformistes européens, dont fait partie la N-VA, décrocherait 51 députés. Il en perdrait 24. Suite au départ des élus britanniques, l'ECR pourrait imposer, une partie de ses députés migrant vers les libéraux.

Les Verts auraient 45 députés, contre 52 avant. Cette perte de sept élus est en grande partie liée à l'incapacité des écologistes de s'organiser en France ou en Italie. Cette compilation n'intègre pas le dernier sondage en Belgique montrant que les écologistes deviennent la première famille politique du pays. «Les prochains sondages pourraient montrer une remontée des Verts en Allemagne et en Belgique», dit un porte-parole du Parlement. La

gauche radicale (GUE), peu visible lors de cette législature, perd six élus (46).

Les populistes de droite et l'extrême droite, agrégés dans trois groupes, seraient les grands gagnants du repli des partis traditionnels et d'une mutation sociale où l'électeur, désorienté, cherche dans la résurgence des nations une assurance pour l'avenir. Quitte à renouer avec le fascisme

en Italie. ENL (Europe des nations et des libertés), intégrant le RN de Marine Le Pen, gagne 22 sièges, à 59. Pas moins de 27 élus seraient issus de la Ligue de Matteo Salvini. L'EFDD («Europe of freedom and direct democracy»), où se trouvait le Ukip, obtiendrait 43 sièges contre 41. Les «non inscrits» (extrême droite) reculeraient à dix sièges contre 22 avant.

Pas de raz-de-marée, mais une montée en puissance. S'ils parviennent à s'unir, comme l'ambitionne l'ex-conseiller de Donald Trump Steve Bannon, les partis d'extrême droite pourraient décrocher théoriquement 110 élus. Ils deviendraient la troisième force politique européenne. Certes, les europhobes ne seraient pas majoritaires, avec environ 25% des élus. Mais ils constitueraient un nouveau contre-pouvoir. Le nationalisme ayant dans son ADN la division de l'Europe, leur union éventuelle aurait peu de chance d'être durable.

«Les prochains sondages pourraient montrer une remontée des Verts en Allemagne et en Belgique.»

UN PORTE-PAROLE
DU PARLEMENT EUROPÉEN

PROJECTION DE LA COMPOSITION DU PROCHAIN PARLEMENT EUROPÉEN

